

Les Turcs sont assis sur un baril d'explosifs

mardi 30 juin 2015, par [Ariane Bonzon](#)

En Turquie, après les élections législatives, tout le monde pense à un scénario catastrophe : un retour de la « sale guerre ».

« *Le processus de paix avec les Kurdes, c'est probablement fichu. Voilà le résultat des législatives du 7 juin* », déclare Akin Özcer qui, dit-il, a « *voté pour l'AKP [Parti de la Justice et du développement, islamo-conservateur] car c'est la seule solution pour l'avenir démocratique du pays* ». « *Le seul qui pouvait réunir tout le monde autour de la table, et parvenir à un accord avec les Kurdes, c'était Erdoğan. Maintenant, c'est impossible, il n'a plus la majorité pour le faire* », poursuit cet ancien diplomate.

La coalition islamo-nationaliste qui se dessine entre l'AKP (258 députés) et le Parti d'action nationaliste ([MHP](#), 80 députés) est une catastrophe aux yeux d'Akin Ozcer. « *Le MHP est un parti nationaliste et fascisant, il ne reconnaîtra pas le droit à la différence des Kurdes, y compris l'autonomie qu'ils réclament* », ajoute-t-il.

Sans majorité AKP, pas de paix avec les Kurdes

« *La seule chance pour les Kurdes, c'est l'AKP, le plus réformiste de tous les partis, renchérit l'éditorialiste Oral Çalışlar, qui précise bien que lui n'a jamais voté pour ce parti. Ni le [CHP](#) [parti républicain du peuple, centre gauche, kémaliste] ni le MHP [parti d'action nationaliste, extrême droite nationaliste] ne veulent de solution, ils sont pour le statu quo, pas pour la démocratisation.* »

Akin Özcer et Oral Çalışlar n'ont pas vraiment le profil des militants islamo-conservateurs types de l'AKP. Normal : ils appartiennent à ce (*petit*) groupe d'intellectuels, de journalistes et haut-fonctionnaires laïques, agnostiques, parfois non musulmans, de gauche ou centre gauche qui se sont très tôt attaqués au tabou de l'islam dans la vie politique turque. D'où leur soutien pour les islamo-conservateurs de l'AKP, dont ils considèrent le « *bilan plus positif que négatif* ».

A lire aussi : [En Turquie, les intellectuels libéraux ont-ils joué les « idiots utiles » des islamistes ?](#)

Ces « *faiseurs d'opinion* » n'ont jamais constitué un tout homogène mais ont joué au début des années 2000 un grand rôle pour l'image positive de l'AKP en Turquie comme à l'étranger. Puis le groupe s'est effiloché au fur à mesure de la dérive autoritaire d'Erdoğan et de ses coups portés à l'État de droit.

Ceux qui n'ont pas quitté le navire l'expliquent non par « *choix idéologique* » mais par « *pragmatisme* » et « *réalisme* ». Après le démantèlement de la tutelle politique de l'armée, c'est la question kurde ou plus exactement le processus de paix lancé par le gouvernement d'Erdoğan qui retient encore ce dernier carré, ces « *der des der* ».

Le duo Erdoğan-Öcalan

« *Depuis deux ans et demi, il n'y a plus de morts ni de combats dans le sud-est du pays. Plus de clash non plus avec la bureaucratie turque. Cette nouvelle atmosphère, on la doit à l'AKP, à Erdoğan et à Öcalan* », juge Oral Çalışlar.

Soutenir ou voter pour l'AKP constitue le seul moyen de mettre un terme à la sale guerre qui oppose les rebelles kurdes au pouvoir central

Cet ancien leader révolutionnaire maoïste a passé trois ans en prison après [le coup d'État militaire de 1971](#) puis encore quatre années après [celui de 1980](#). En 1993, il se rend à la frontière syro-libanaise pour interviewer [Abdullah Öcalan](#), qu'il connaît depuis l'université. Le leader du [Parti des travailleurs du Kurdistan](#) (PKK, *marxiste-léniniste*) est en guerre contre la Turquie depuis 1984. Oral Çalışlar échappe de justesse à la prison même s'il a bravé l'interdiction de rencontrer l'ennemi numéro 1 d'Ankara.

Aujourd'hui, si « *Öcalan négocie avec l'État turc, c'est grâce à Erdoğan* », martèle cet éditorialiste réputé qui écrit dans deux journaux de centre gauche, [Radikal](#) et [Cumhuriyet](#). Oral Çalışlar est également l'un des 63 membres du « *Groupe des sages* », sorte d'instance consultative sur la question kurde, nommé par le président Erdoğan lorsqu'il était Premier ministre en 2013.

Aux yeux de ce noyau dur, soutenir ou voter pour l'AKP et pour Recep Tayyip Erdoğan constitue donc le seul moyen de mettre un terme à la « *sale guerre* » qui oppose les rebelles kurdes au pouvoir central depuis trente ans, gangrène la démocratie turque et a déjà causé la mort de 40.000 personnes.

« *Seule la résolution du problème kurde permettra à la Turquie de se démocratiser. Impossible de remplacer la constitution issue du coup d'État de 1980 tant qu'on n'a pas trouvé d'accord avec les Kurdes* », ajoute Akin Özcer, selon lequel « *Recep Tayyip [les] écoute un peu* ». En 1999, il avait au contraire subi les foudres de l'establishment militaro-kémaliste pour avoir écrit un livre défendant le modèle basque comme source d'inspiration pour la Turquie.

D'accord sur le diagnostic mais pas l'ordonnance

Le diagnostic liant démocratisation de la Turquie et solution du problème kurde est largement partagé bien au-delà de ce dernier carré de transfuges. En revanche, l'ordonnance que ceux-ci prescrivent –jouer la carte de l'AKP et d'Erdoğan– est très contestée par leurs anciens amis ou camarades politiques qui ne croient plus du tout en la volonté ou la sincérité de l'AKP et de R. Tayyip Erdoğan sur ce dossier.

A lire aussi : [Turquie-PKK : la trêve et la réalité](#)

Depuis 2009, l'ouverture kurde s'est traduite par des avancées culturelles et linguistiques. Le tabou des négociations avec les « *terroristes* » du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, *marxiste léniniste, sur la liste UE et États-Unis des organisations terroristes et dont la direction militaire est basée au nord de l'Irak*) a été brisé. Abdullah Öcalan, détenu sur une île de la mer de Marmara, est devenu un interlocuteur reconnu. Mais, en presque six ans, le processus de paix n'a pas vraiment abouti.

« *Öcalan est un otage entre les mains d'Erdoğan. Comment peut-il négocier librement alors qu'il est en prison depuis seize ans ?* » riposte Sahin Alpay, un universitaire qui a arrêté de soutenir l'AKP début 2011 en écrivant « *une chronique qui comparait Erdoğan à Poutine* ».

Kobané, la fin de la confiance

Le Premier ministre qu'était alors R. Tayyip Erdoğan et qui gérait ce dossier avec les services secrets turcs a donné l'impression de rechercher la fin de la violence de la part du PKK sans offrir de véritables contreparties politiques. La force de proposition semblait surtout émaner du côté kurde, qui demandait décentralisation et autonomie territoriale.

Outre l'immobilisation de ce processus de paix, c'est surtout la façon dont le gouvernement AKP a géré la bataille de Kobané fin 2014 qui n'est pas « *passée* » chez les Kurdes. En empêchant les Kurdes de Turquie d'aller se battre aux côtés de leurs cousins des Unités combattantes du peuple kurde de Syrie (YPG-PKK) contre l'État islamique (EI) qui s'emparait de cette ville frontalière, le gouvernement turc a semblé instrumentaliser les djihadistes pour contenir les Kurdes de Syrie.

À lire aussi : [Le drame de Kobané pourrait nous permettre de mieux connaître les Kurdes de Turquie](#)

Lors des législatives du 7 juin, le vote kurde conservateur, jusqu'ici aligné sur l'AKP, s'est donc

majoritairement porté sur le nouveau Parti démocratique des Peuples ([HDP](#), *pro-kurde*), permettant enfin aux voix kurdes de dépasser la barre des 10% au niveau national et [d'être représentés au Parlement](#) avec 80 députés sous la même bannière.

Le président Erdoğan et l'AKP ont mené une campagne très dure contre l'HDP, comparant ses membres à des « *terroristes* » et à des « *infidèles antimusulmans* ». Or Akin Özcer, Oral Çalışlar et leurs camarades se félicitent, eux, de l'existence de ce nouveau parti sans sembler s'émouvoir de la contradiction.

« *Il fallait permettre aux Kurdes de fonder un parti représenté au Parlement pour y défendre l'autonomie* », explique Akin Özcer.

« *C'est très bien que les Kurdes possèdent désormais un parti qui entre dans le système mais je m'inquiète du manque de culture de conciliation* », observe Ali Bayramoğlu, éditorialiste au quotidien pro-[AKP Yeni Safak](#), qui refuse de se définir « *comme un supporter de l'AKP, même si à la différence de [ses] amis de gauche [il n'est] pas dans une lutte acharnée contre ce parti.* ».

L'HDP refuse de s'allier avec l'AKP

Pourtant, tout en se félicitant de l'émergence du HDP, le petit groupe dénonce le changement de stratégie de ce nouveau parti. Etyen Mahçupyan, éphémère conseiller turco-arménien du Premier ministre [Ahmet Davutoglu](#), explique :

« *Nous espérions que la priorité de l'HDP serait le processus de paix et donc qu'il collaborerait avec l'AKP. Mais [Demirtaş](#) [le co-président du HDP] a choisi l'autre option : il refuse de former une coalition gouvernementale avec l'AKP, qu'il veut faire tomber, ce qui est une grave erreur.* »

Chercheur affilié au [Rethink Institut](#), une institution basée à Washington proche du [mouvement Hizmet](#), Mustafa Gürbüz pense lui aussi que c'en est fini des négociations entre Abdullah Öcalan et R. Tayyip Erdoğan, mais pas pour les mêmes raisons :

« *Le PKK [...] bénéficie d'une popularité internationale incroyable grâce à la mobilisation de ses combattants [contre l'EI] en Syrie et en Irak. Par conséquent le PKK est bien trop fort actuellement pour que l'AKP puisse négocier avec lui de façon acceptable.* »

De toute manière, « *c'est le HDP, pas l'AKP, qui permettra de résoudre le problème kurde de façon démocratique* », prétend Şahin Alpay, qui écrit dans [Zaman](#), le journal du mouvement Hizmet.

« *Nos anciens amis [de gauche] qui continuent à soutenir l'AKP ont dû mal comprendre la façon dont un système démocratique fonctionne. À moins que leur attitude soit due à des intérêts matériels ou autres qui les lieraient au gouvernement de l'AKP* », suggère-t-il.

Personne n'imagine que les ultra-nationalistes du MHP puissent adopter une position plus conciliante à l'égard des Kurdes

À plus long terme, « *le processus de paix va repartir sur de nouvelles bases* », estime Mustafa Gürbüz, dont le mouvement (Hizmet) peu favorable au PKK s'est opposé à R. Tayyip Erdoğan après en avoir été l'allié contre l'armée.

Un défi pour le PKK

Le « *prestige acquis par le HDP* » parmi les Kurdes et le « *charisme* » du co-président de l'HDP, Selahattin Demirtaş, « *pose un défi à la direction du PKK* », explique ce chercheur, tandis que le « *message pacifique du HDP en faveur d'une Turquie unie (Turkiyelilesme) fait écho chez les citoyens kurdes aussi bien que chez les citoyens turcs* ».

En attendant et, sur ce point-là, tous, pro-AKP comme adversaires de l'AKP, sont d'accord : l'avenir est sombre. Aucun par exemple n'imagine que les ultra-nationalistes du MHP puissent, s'ils venaient à gouverner avec l'AKP, adopter, comme les y admonestent certains chefs militaires du PKK, une position plus conciliante à l'égard des revendications kurdes.

Tous craignent de revenir aux années 1990, celles de la « sale guerre » qui a ensanglanté le sud-est du pays : escadrons de la mort, disparitions, enlèvements, exécutions extra-judiciaires, torture. « *Ces années durant lesquelles la Turquie me faisait honte... Démocrate, j'appartenais à un pays qui ne respectait pas les droits universels* », dit Akin Özcer.

A lire aussi : [La « sale guerre » de la Turquie menée contre les Kurdes](#)

Daech en embuscade

Ce scénario castastrophe n'est en effet pas à écarter. Quatre jours après les élections, [l'armée turque annonçait avoir tué cinq « terroristes » du PKK dans le sud-est du pays](#). Les affrontements entre militants kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et le « *Hezbollah kurde* », dont les milices furent instrumentalisées par les services de sécurité turcs dans les années 1990, ont repris : deux jours après les élections du 7 juin, [quatre personnes ont été tuées et six blessées dans des attaques armées à Diyarbakir](#). Sans parler de l'afflux de réfugiés syriens (23.000 arrivés entre le 3 et le 15 juin 2015), qui constituent une source de friction.

Tous les ingrédients sont bien là pour que la violence reprenne

Mais la nouveauté par rapport aux années 1990, ce sont les nombreuses cellules dormantes de l'Organisation de l'État islamique (EI) au sein de la population de Turquie. L'attentat qui a fait quatre morts et plusieurs dizaines de blessés lors du dernier grand meeting de l'HDP à Diyarbakir pourrait avoir été conduit par un djihadiste turc appartenant à l'État islamique.

Tandis que, le 19 juin, la [une de Sabah, un quotidien islamiste dirigé par le gendre du président R. Tayyip Erdoan, mettait de l'huile sur le feu en écrivant que l'[YPG](#) (Unités combattantes du peuple kurde de Syrie, branche armée du PYD-PKK qui combat l'EI) est « *plus dangereux que Daech* ». Tous les ingrédients sont bien là pour que la violence reprenne avec l'impatience frustrée d'une jeune génération de Kurdes de Turquie envieux de l'autonomie conquise par leurs cousins d'Irak et de Syrie.

L'inquiétude générale est partagée sur place dans la « *capitale kurde de Turquie* », à Diyarbakir, par Yavuz Binbay, président de l'[association Sohram-Casra](#) :

« *Tout le monde a peur, avoue-t-il. On s'est trouvé devant un dilemme terrible le 7 juin en votant pour ou contre AKP. Avec HDP, on a fait le choix de la démocratie, c'était sans doute le moindre mal mais maintenant on est assis sur un baril d'explosifs.* »

Sources

[Les Turcs sont assis sur un baril d'explosifs](#)

Slate.fr - Ariane Bonzon - mercredi 24 juin 2015